

L'armée russe : stratégies de survie et modalités d'action individuelle et collective en situation de " chaos "

Elisabeth Sieca-Kozlowski



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/2170>

DOI : 10.4000/conflits.2170

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 15 mai 1997

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Elisabeth Sieca-Kozlowski, « L'armée russe : stratégies de survie et modalités d'action individuelle et collective en situation de " chaos " », *Cultures & Conflits* [En ligne], 24-25 | hiver 1996- printemps 1997, mis en ligne le 27 mars 2007, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/2170> ; DOI : 10.4000/conflits.2170

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

Creative Commons License

L'armée russe : stratégies de survie et modalités d'action individuelle et collective en situation de " chaos "

Elisabeth Sieca-Kozlowski

- 1 La période soviétique offrait au monde l'image d'une armée puissante, tant par son volume que par sa puissance de feu, et efficace du fait de la place centrale qu'elle occupait dans l'économie du pays : le complexe militaro-industriel constituait alors le secteur le plus performant de l'économie soviétique. Cette image s'est brisée sous l'effet de la glasnost, qui a révélé les dysfonctionnements du secteur industriel militaire, et par voie de conséquence, l'état de déliquescence des forces armées soviétiques.
- 2 Les tentatives de réformes impulsées et la création d'une armée russe débarrassée du poids des autres républiques ont laissé espérer un sauvetage de l'institution militaire. Mais la crise économique n'a fait qu'accélérer le naufrage de l'armée, rendant cette organisation pléthorique impossible à maintenir. Les coupes budgétaires, plus rapides que les réformes visant à la réduction des effectifs, ont définitivement aggravé la situation.
- 3 Le résultat est saisissant : l'armée russe est une armée mal nourrie, mal logée, désorientée, clocharisée, laissée à l'abandon, une armée dont l'objectif premier n'est plus de maintenir sa capacité de combat mais de subsister, par tous les moyens. Ses officiers, occupés à se nourrir et à nourrir leurs troupes, ne sont plus capables d'assurer les missions traditionnelles qui leur incombent. Formation et entraînement ont pratiquement cessé. La conscription est en débâcle et les écoles militaires sont désertées.
- 4 L'augmentation de la criminalité au sein de l'armée (les tribunaux militaires sont submergés d'affaires concernant non plus seulement de simples soldats mais des officiers), les pillages rapportés tant par la presse militaire que civile, les ventes d'équipements, de munitions à des factions s'affrontant dans les régions secouées par des conflits ethniques, sont autant de traits symptomatiques des armées vaincues, en débâcle, dont les hommes désœuvrés profitent du chaos laissé par la guerre pour " se dédommager

". Bien qu'une telle description ait pu s'appliquer à la Tchétchénie (où de tels symptômes ont pu être identifiés), elle concerne aujourd'hui une armée en paix.

- 5 L'image offerte par l'armée aujourd'hui est donc celle d'une institution en déroute, où tout ordre et toute discipline ont disparu. L'esprit de corps semble se perdre, chacun semble œuvrer pour sa survie personnelle et ses intérêts, chacun semble pratiquer la politique du pire, profiter de cette situation de chaos et l'amplifier. Un nouvel ordre se crée, avec de nouveaux critères de mérite, de réussite, chassant les valeurs militaires traditionnelles.
- 6 Or, une analyse plus approfondie de la situation tend à mettre en évidence l'émergence de pratiques, de règles nouvelles induites par cette situation de crise et par la capacité et les ressources dont ses membres disposent (individuellement mais aussi collectivement) pour faire face à la crise. Ces pratiques et ces règles concourent à leur tour à modifier l'aspect et le fonctionnement de l'institution militaire. Paradoxes et complexités sont ainsi générés et, à travers eux, des risques pour la sécurité intérieure.
- 7 Il est donc nécessaire de mettre en place une nouvelle grille de lecture de l'institution militaire russe. Nous nous proposons d'apporter quelques éléments pour ce faire. Ces éléments nous conduiront à nous interroger sur les intentions sous-jacentes de certaines mesures discriminatoires prises par le pouvoir en défaveur de certaines unités et en faveur d'autres, créant ainsi une armée à " plusieurs vitesses ". Car l'analyse proposée permet, en effet, de relativiser le caractère " total " de l'état de clochardisation de l'armée. Des indices provenant de la presse russe, civile et militaire, tendent en effet à indiquer qu'une partie seulement de l'armée (mais sans doute la plus grande, l'armée régulière) serait dans un état pitoyable, tandis qu'une autre - ou plutôt les autres armées (celle des autres ministères dits " de force " et quelques troupes d'élites de l'armée régulière) - serait parfaitement entretenue, voire choyée par le pouvoir dans le but de se protéger de cette armée déçue et humiliée par les défaillances du pouvoir. Cette situation d'inégalité dans les Forces armées serait donc le résultat d'une stratégie plus ou moins contrôlée du pouvoir dont le principe serait de diviser pour mieux se protéger. L'apparition de nouvelles forces comme la garde présidentielle, les Cosaques, le renforcement numérique des forces de police², des troupes des frontières, alors que l'on procède à une réduction des forces régulières, et la contradictoire augmentation du nombre des généraux³ en sont l'illustration flagrante. Le pouvoir se protégerait de l'armée par d'autres forces armées, créant ainsi de nouveaux rapports entre organisations au sein même des Forces armées.
- 8 Une fois ce tableau dressé, il convient de s'interroger sur la manière dont l'armée fait face non seulement à la crise, mais également à la constitution de corps concurrents en son sein. C'est à travers les différents types de stratégies mises en place par les militaires que nous répondrons à ces questions. Leur analyse permettra de mettre en évidence toute l'ambiguïté de certains de ces choix (qui tendent à conduire à une mutation de l'institution) et les effets pervers qu'ils peuvent générer ainsi que les enjeux de sécurité intérieure qu'ils soulèvent pour la fédération de Russie. L'imbrication des choix stratégiques effectués par les membres de l'institution, individuellement ou collectivement, concoure, en effet, à recréer un système d'ordres et de sous-ordres nouveaux, dont l'équilibre reste précaire et peut être aisément rompu du fait de la démultiplication des intérêts au sein de cette institution. Les caractéristiques principales de ce système et les effets induits par les stratégies de survie élaborées par ses membres

semblent être la mise en place de nouvelles chaînes de commandement et l'établissement d'une économie militaire mi-mafieuse, mi-légale, parallèle à l'économie nationale.

- 9 C'est à la perestroïka que l'on doit l'éclatement au grand jour de la crise profonde traversée par l'armée soviétique et aujourd'hui héritée par l'armée russe dont la création remonte officiellement au 7 mai 1992. C'est, en effet la glasnost, introduite par Gorbatchev, qui a révélé les défauts structurels dans l'organisation militaire, les mauvais traitements infligés aux jeunes recrues, les mauvaises conditions de vie de ses officiers et de leurs familles. Les premiers symptômes de cette crise sont apparus à la faveur des élections de 1989 qui ont notamment permis à certains militaires, élus députés, d'exprimer, à une tribune publique, des points de vues différents de ceux de l'état-major, et ont contribué ce faisant à faire disparaître l'image officielle d'une armée unifiée et inébranlable. Mais la crise traversée par l'armée est bien antérieure à sa dénonciation sur la place publique et les événements d'août 1991, la crise économique, puis la disparition de l'Empire l'ont accentuée.
- 10 La désintégration économique du pays a en effet entraîné la réduction des dépenses militaires. Le budget n'a cessé de baisser et cela plus rapidement que la baisse des effectifs prévue par la réforme militaire élaborée pendant l'ère soviétique. L'inflation a fait fondre à plusieurs reprises les soldes des militaires. Et, selon des experts, le budget alloué à la défense ne peut théoriquement financer qu'une armée de 650 à 700.000 hommes, or l'armée en comprend aujourd'hui 1 700.000⁴. En 1994, la Défense avait besoin d'un minimum vital de 55 trillions de roubles (135 millions de francs), elle s'en est vue accorder 37, puis la somme a été remontée à 40,6⁵. En 1995, le Ministère des Finances a simplement omis de payer les sommes répertoriées dans la loi des finances, ce qui a conduit les commandants d'unités à trouver eux-mêmes les moyens de se financer. De plus, les soldats professionnels, en particulier les officiers, ont non seulement vu leur salaire dévoré par l'inflation, mais ils doivent faire face à un retard de paiement des soldes qui peut atteindre de 3 à 6 mois dans les meilleurs des cas⁶. Toutefois, cette question reste complexe puisque, nous le verrons ultérieurement, on constate de fortes variations de paiement des soldes d'une unité à l'autre⁷. Certaines unités recevraient ponctuellement leurs soldes tandis que d'autres seraient laissées à l'abandon⁸.
- 11 En conséquence, les troupes sont affamées. En 1995, le Ministère des Finances n'avait rien débloqué pour les nourrir. De juin à décembre 1995, dans la région militaire de l'Extrême-Orient, vingt cas de décès dus à la malnutrition ont été recensés. 50% des réserves " intangibles " de nourriture (réservées aux situations de guerre) ont été consommées. Dans les écoles Souvorov, des écoles d'élite, les élèves sont nourris grâce aux réserves parfois vieilles de cinq ans. Les parachutistes russes, quant à eux, ne reçoivent des rations entières qu'avant un saut, ce qui n'arrive pas même une fois par mois⁹.
- 12 En janvier 1996, 10% des nouvelles recrues incorporées dans la flotte du Pacifique présentent des symptômes de malnutrition et sont placés en observation. Un représentant de la flotte tente alors d'expliquer cet état de fait par le manque de recrues qui implique que des conscrits en mauvaise santé sont incorporés pour pallier le déficit d'hommes. Mais il semble bien que les recrues ne reçoivent pas toujours trois repas par jour. En août dernier, les militaires ont dû entamer les stocks d'urgence réservés à des situations de guerre¹⁰. A présent, 90% des réserves et fournitures d'urgence sont officiellement épuisées. L'exemple de la Tchétchénie illustre parfaitement les maux dont souffre les militaires. La presse russe et la presse occidentale rapportent notamment des témoignages saisissants sur l'état de malnutrition des soldats en Tchétchénie. En février

1996, un soldat du Ministère de l'Intérieur déclarait à un journaliste anglais n'avoir mangé qu'une miche de pain et quatre boîtes de poissons fumés en quatre jours¹¹. Les cas d'échanges de munitions contre du pain ou de la vodka par les militaires sont nombreux. Le "taux de change" est stable : une grenade à main pour une bouteille de vodka ! Le témoignage d'un sergent au Los Angeles Times (janvier 1996) est sans appel : "les soldats russes ont été envoyés au combat avec des rations inadéquates, sans gants, sans vêtements de rechange, sans papier toilette ; les hommes sont en état permanent de faim, de froid et d'extrême fatigue"¹². Sur les cinquante membres de l'unité SOBR (forces spéciales), 4 ont été tués au combat, 13 blessés et 20 hospitalisés pour engelures et pneumonies¹³.

- 13 Mais cet état de fait s'applique également aux troupes stationnées en Russie auxquelles l'état-major est incapable de fournir l'équipement vestimentaire adéquat. Le budget ne permet pas, en effet, de financer des vêtements d'hiver. En conséquence, en janvier 1995, 34 militaires ont été victimes d'engelures dans une unité stationnée dans le nord de la Russie¹⁴. Vassili Vorobev, adjoint financier du ministre de la Défense, renvoyé par Boris Eltsine à la fin du mois de novembre 1995, pour ne pas avoir assuré la paye des troupes à temps, se plaignait avant son éviction de ne pouvoir équiper les 2/3 des soldats de bottes pour l'hiver¹⁵. Pour sa défense, Vorobev accuse le gouvernement de ne pas avoir alloué suffisamment de budget pour assurer le paiement de tous les postes¹⁶.
- 14 D'un point de vue opérationnel, l'armée est en piteux état. Le fuel manquant, les temps d'entraînement ont été réduits au minimum. Les pilotes, par exemple, se sont vus réduire leur temps de vol de 100 heures à 30 heures par an. En outre, 35% des hélicoptères sont cloués au sol par manque de pièces de rechange¹⁷. D'après des sociologues militaires¹⁸, 70% des commandants affirmaient, en 1994, que leur unité ne pouvait combattre correctement¹⁹. Selon un rapport du Ministère des Affaires Etrangères allemand, les forces armées russes sont incapables de se battre hors de la CEI. Sur 81 divisions terrestres, 51 ne seraient pas prêtes au combat²⁰.
- 15 Le retour des troupes de Tchécoslovaquie, de Hongrie, de Pologne et d'Allemagne n'est pas sans incidence sur l'état de délabrement de l'armée : le retour de 700.000 hommes environ, dont la majorité n'a pu être absorbée par une structure basée sur le mode contractuel, a réduit certains officiers à l'état de clochards. Avant même le retour de Tchécoslovaquie et de Hongrie, 175.000 familles de militaires vivaient dans des conditions déplorables, ce chiffre a augmenté avec le retour des dernières troupes stationnées à l'étranger. En outre, les mesures de réduction des effectifs liées à la réforme de l'armée russe²¹ ont été prises sans mesures d'accompagnement social adéquates : les logements prévus pour les officiers ne l'ont pas été en assez grand nombre²². Les quelques mesures mises en place par le gouvernement ont été mises à mal par la corruption.
- 16 Dans un entretien accordé à la Nezavissimaïa Gazeta²³ en juin 1993, le ministre de la Défense de l'époque, Pavel Gratchev, reconnaissait la situation catastrophique dans ce domaine : "Je sais que la situation (...) est sérieuse, très sérieuse. Et je ne peux pas dire que l'on a eu beaucoup de réussite dans ce domaine. Je soulignerais, pourtant, que l'Armée a augmenté la construction de logements de 100 à 500% en un an. Néanmoins, je souhaite dire que dans la perspective du retour des troupes vers la Russie, le problème ne sera pas résolu avant 1996. Cela pourrait même empirer...On ne peut plus étendre la construction davantage. Après tout, les bataillons militaires de construction vont être éliminés. Ce qui signifie que les logements ne peuvent être construits que par des organismes contractuels, et cela coûte beaucoup d'argent, énormément d'argent".

- 17 Cette même année il manque 20.000 appartements aux prévisions. En 1994, 167.000 familles d'officiers ne disposent pas d'un logement. Sur les 61.700 prévus seuls 18.000 ont été livrés. D'autre part, selon des informations obtenues par les Izvestia²⁴ auprès du Ministère de la Défense, 40% des villes de garnisons militaires ne possèdent pas aujourd'hui de canalisations, de systèmes d'épuration des eaux ou plus généralement de système de nettoyage de la ville. Certaines unités vivent sous des tentes, dans des bateaux abandonnés, acculées à créer leur propre version militaire des appartements communautaires²⁵.
- 18 Certains choix politiques ont aggravé la situation de l'armée, créé des inégalités et ouvert la porte à une régionalisation : c'est le cas de la décentralisation de la protection sociale. Mais un certain nombre d'indices tendent à montrer que l'état de misère de certaines unités est un état contrôlé par le pouvoir qui se protège en neutralisant des unités qui lui sont défavorables et promouvant d'autres unités et d'autres forces loyales, créant ainsi des corps concurrents au sein d'une même entité.
- 19 La mise à contribution des finances locales constitue sans doute un premier pas vers le renforcement des inégalités de traitement au sein de l'armée et vers une possible régionalisation de cette dernière.
- 20 Le choix de décentralisation du système de protection sociale des militaires, c'est-à-dire le choix de la mise à contribution des finances locales pour les dépenses d'entretien d'unités stationnées sur leur territoire, effectué en 1992-1993 par le gouvernement de Boris Eltsine²⁶ pour faire face à la diminution de la part de budget allouée à l'armée a été un choix doublement dangereux. En effet il a conduit, d'une part, à l'augmentation des inégalités de traitement déjà perceptibles dans l'armée entre les troupes de retour des pays de l'Est ou d'Allemagne et celles restées en Russie, et, d'autre part, à favoriser l'érosion de la chaîne de commandement en permettant l'établissement de relations privilégiées entre commandants d'unités et pouvoirs locaux.
- 21 Bien qu'il y ait parallélisme entre la protection sociale civile et la protection sociale des militaires, c'est-à-dire abandon de la gestion centrale de ces systèmes, le cas des militaires pose des problèmes beaucoup plus importants et d'une autre nature que dans le cas des civils. Dans les deux cas, le niveau de protection garanti par les régions dépend de la situation économique de celles-ci. Or, bien qu'en contrepartie de cette contribution les autorités locales retiennent une partie des impôts destinés au budget fédéral, les inégalités régionales sont importantes. Le financement de la réinstallation des officiers rapatriés de l'étranger et de l'entretien des unités par les régions et les villes, risque de varier fortement d'un cantonnement à l'autre et de créer des inégalités au sein de la population militaire déjà fortement appauvrie.
- 22 Certaines régions inventives réussissent, malgré leur faible budget, à mettre en place des mesures innovantes, à introduire des aides ciblées : la ville de Moscou, par exemple, verse depuis avril 1994 des indemnités aux familles des militaires de carrières morts pendant leur service en temps de paix. Au club des officiers de la région de Nijni-Novgorod, est étudiée la participation des officiers à la construction de leur propre logement. L'expérimentation consiste en l'utilisation directe par les militaires des moyens mis à la disposition de la région par le budget fédéral (Ministère des finances) : les militaires versés dans la réserve ou à la retraite reçoivent, selon le temps de service effectué, une somme qu'ils ne peuvent dépenser que pour l'acquisition d'un logement. Autre exemple de régionalisation des mesures : le chef de l'administration de région de Sverdlovsk met

en place des mesures complémentaires de protection sociale pour les membres des familles des militaires appelés : une priorité d'emploi leur est donnée et, en cas de réduction des effectifs sur leur lieu de travail, l'avantage de conserver leur travail.

- 23 Mais d'autres régions refusent de prendre en charge le financement des troupes réinstallées sur leur territoire ; on assiste alors à des négociations entre le pouvoir central et la région réticente, négociations dont le pouvoir central ne sort pas toujours victorieux : la presse militaire s'est plusieurs fois fait l'écho de solutions négociées en défaveur du pouvoir central acculé à verser des contributions aux dépenses d'entretien des unités concernées. Mais dans ces régions plus pauvres, c'est parfois un dialogue direct entre les commandants d'unités et les autorités locales qui s'instaure, supprimant ainsi un maillon de la chaîne de commandement, pour négocier l'obtention d'un minimum vital.
- 24 Les retards de paiement des salaires, qui ont pris un caractère récurrent ces dernières années, tendent à renforcer ce phénomène de rapprochement des unités et des autorités locales, et par voie de conséquence à faire dépendre totalement les unités des régions dans lesquelles elles sont cantonnées.
- 25 Ces retards dans le paiement des salaires, nous l'avons déjà mentionné, ne sont pas les mêmes pour toutes les unités. On constate, en effet, de fortes variations d'une unité à l'autre. Certaines sont payées en temps et en heure, tandis que d'autres perçoivent leurs soldes avec plusieurs mois de retard. La logique des priorités dans le paiement des unités est sans aucun doute politique. Deux phénomènes sont observables : premièrement, de manière générale, l'armée fédérale est laissée à l'abandon - certaines de ses unités, plus encore - tandis que d'autres unités, proches du pouvoir, sont particulièrement " choyées " ; deuxièmement, les " autres armées ", dépendantes des ministères dits " de contrainte " ou " de force "²⁷ se voient privilégier tant dans le paiement des traitements, que dans leur effectif ou leur puissance de feu. En d'autres termes, l'état de clochardisation de l'armée serait entretenu à dessein par le pouvoir tandis qu'un nombre sélectionné d'unités bénéficierait d'un traitement de faveur. Les unités d'élites, rattachées à la présidence (Dzerzinski, Taganskaïa..) font notamment partie de ces unités privilégiées²⁸.
- 26 On peut avancer l'hypothèse que la présidence a fait le choix de retarder le paiement et de diminuer de façon drastique les moyens des forces armées régulières parce qu'elle aurait peur que celles-ci lui soient déloyales. Notons que selon Richard Staar, expert américain de l'armée russe, quatre des huit brigades des forces d'élites aéroportées ont été transférées aux troupes terrestres de peur qu'elles ne soutiennent un coup d'Etat mené par le général Lebed²⁹. Les unités blindées stationnées à Bogoutcher et Elni (654 km au sud sud-est et 300 km à l'est de Moscou) sont dans une situation déplorable et vivent sous des tentes. Le journaliste Efim Egorov, de Nezavissimaïa Gazeta, soutient en septembre 1994 qu'il s'agit d'une précaution prise pour les neutraliser en cas d'une éventuelle action de l'armée³⁰. L'information selon laquelle l'ancienne division Dzerzinski, dite division autonome tactique, apprendrait le combat en milieu urbain³¹ et la récente création, en 1995, d'un régiment de gendarmes au niveau régional composé d'une unité pour 2 ou 3 oblasts (régions) chargé de " supprimer tout risque d'agitation "³² tendent à confirmer l'hypothèse du journaliste de Nezavissimaïa Gazeta. Tout comme le fait que, parallèlement à une diminution des effectifs militaires, on observe une augmentation des " armées policières "³³. En comparaison avec l'ère soviétique, le nombre total des agents de police a été multiplié par 1,5. La raison officielle invoquée est l'augmentation de la criminalité, mais ces forces de l'ordre peuvent constituer une réserve destinée à assurer la protection du pouvoir. Leur mission n'est-elle pas aussi de

garder les administrations nationales, les hauts fonctionnaires en cas de " graves troubles de l'ordre public " ?... Ajoutons que les troupes du ministère de l'Intérieur sont, selon l'hebdomadaire les Nouvelles de Moscou³⁴, remarquablement armées.

- 27 Le Général Lev Rokhline, président du Comité pour la Défense à la Douma notait en mars dernier³⁵ que la réduction du nombre des généraux dans l'armée fédérale ³⁶ (une diminution de 603 généraux sur environ 2.200) s'accompagnait paradoxalement d'une augmentation de leur nombre (+ 328) dans les autres armées³⁷.
- 28 Anton Sourikov, chercheur à l'Institut des Etudes de Défense de Moscou, déclare, en février 1996, à un journaliste anglais : " un des principaux problèmes de l'armée est que son commandant en chef, B. Eltsine, considère les forces armées non pas comme un moyen de défense du pays, mais comme le sien. Puisqu'il considère que l'armée ne lui est pas loyale, une grande partie du budget va au Ministère de l'Intérieur " ³⁸.
- 29 Boris Eltsine a en effet de bonnes raisons de s'inquiéter de sa popularité au sein de l'armée. En 1993, un tiers des voix de l'armée allait à Jirinowski. Les Nouvelles de Moscou du 18 décembre 1993 donnait les chiffres suivants : 72% du personnel des forces stratégiques ont voté pour Jirinowski ; respectivement 74% et 87% des divisions d'élites Tamane et Kantémirov ont également voté pour Jirinowski qui a recueilli 46% des voix de la région militaire de Moscou. En 1994, le président n'était soutenu que par un officier sur cinq. En mars 1996, le spécialiste des questions militaires du quotidien libéral russe Nezavissimaïa Gazeta, Pavel Felgengauer, estimait qu'Eltsine ne pouvait compter que sur le soutien de 5 à 7% des hauts généraux. Les élections présidentielles de juin dernier ont confirmé ce désaveu : les votes des militaires se sont à nouveau reportés sur Jirinowski mais aussi sur le Général Lebed.
- 30 Boris Eltsine chercherait à s'entourer de forces loyales, hors de la subordination du ministre de la Défense. Or, les commandants des onze " autres " armées, qui sont notamment constituées des troupes de l'Intérieur, du Service fédéral des frontières ou du Service de sécurité fédéral, dépendent directement du président et bénéficient aujourd'hui de régimes de faveur.
- 31 Le Maréchal Chapochnikov, de passage à Paris pour la présentation de son ouvrage en novembre 1994³⁹, confirmait cette tendance à la dualisation des forces armées : une partie de celles-ci est désormais payée localement et sous la coupe des autorités locales, recevant ou non son solde, et une autre partie se transforme en une armée d'élite bien payée et directement sous les ordres de la présidence.
- 32 L'exemple de la Tchétchénie est encore ici le plus frappant, puisqu'il illustre parfaitement les inégalités et les discriminations décrites précédemment. Plusieurs instances sont impliquées dans la guerre en Tchétchénie : l'armée régulière, mais également les troupes du ministère de l'Intérieur ainsi que des officiers du FSB, l'ancien KGB. Les différences de traitement observées et rapportées selon l'armée d'appartenance sont saisissantes : alors que les officiers du FSB et du Ministère de l'Intérieur (MVD) sont relevés avec une grande ponctualité respectivement tous les 30 et tous les 45 jours, les officiers de l'armée régulière voient systématiquement reconduire la durée de leur séjour (officiellement de trois mois) parfois à plusieurs reprises. Ces derniers ne touchent leurs salaires qu'avec plusieurs mois de retard. En 1995, 332 militaires sous contrats ont déserté à cause du non paiement de leurs salaires. Le retard dans le paiement des salaires des troupes du MVD et les officiers du FSB sont rares. Une aide aux familles des officiers du MVD et du FSB est

par ailleurs attribuée alors qu'elle est refusée aux familles des militaires de l'armée régulière⁴⁰.

- 33 Le commentateur militaire du quotidien Nezavissimaïa Gazeta, Efim Egorov, indiquait en septembre 1994 qu'un système spécial de versements complémentaires au salaire de base a été instauré au profit des militaires de certaines structures : il s'agit du Service de sécurité de la présidence, du Service général de la sécurité, du Centre de télécommunications militaires, du Service fédéral du contre-espionnage ; selon ce journaliste, Boris Eltsine déploierait autour de Moscou des divisions d'élites bien payées, choyées, susceptibles de protéger le pouvoir contre une éventuelle action de l'armée. En quelque sorte, plus on s'éloigne de Moscou, plus l'armée serait laissée à l'abandon. Ces divisions auraient vu leurs effectifs augmentés. Leur mobilité aurait été améliorée ainsi que leur puissance de feu. Ce corps serait soumis à un nouveau centre autonome et non au système de commandement général.
- 34 Face à la division de l'armée, à la crise de confiance envers le pouvoir central, le président semble avoir pris une option claire : celle de neutraliser ses opposants, l'enjeu principal restant sa survie politique. La constitution de corps concurrents au sein des forces armées fédérales d'une part, et entre les forces armées, tous ministères de force confondus d'autre part, en est la première conséquence.
- 35 Face à une situation matérielle de plus en plus difficile, aggravée par des inégalités artificiellement créées, fruits de stratégies politiques, et une crise morale de plus en plus aiguë, les membres de l'institution militaire mettent en place des stratégies de survie et adoptent des comportements nouveaux.
- 36 Ces comportements sont principalement déterminés par trois facteurs : la position hiérarchique, la situation familiale et les possibilités de reconversion à la vie civile. Selon la façon dont se conjuguent ces trois facteurs, les individus élaborent telle ou telle stratégie ou semblent se donner telle ou telle règle de conduite.
- 37 Ces comportements peuvent être regroupés selon trois grands axes de conduite : fuir, survivre par tous les moyens, c'est-à-dire entrer dans l'illégalité (grâce au double-emploi, voire la criminalité ou encore profiter de la situation de chaos pour s'enrichir), ou œuvrer à la restauration l'institution.
- 38 Globalement les sous-officiers et officiers subalternes s'inscrivent dans une même logique de survie élémentaire : lorsque l'alternative de quitter l'armée n'est pas envisageable, au même titre, ils doivent tenter par tous les moyens de subvenir aux besoins de leurs familles. Les officiers supérieurs, pour la grande majorité, ne peuvent envisager de quitter l'armée. Après une vie consacrée à l'institution, leur reconversion est peu envisageable. Restaurer l'institution militaire reste la seule alternative. Les membres de l'appareil souhaitent conserver leur privilèges et optent pour cette restauration ; certains, pourtant, touchés par le " syndrome du millionnaire " qui frappe la Russie sont tentés de profiter de la situation chaotique pour s'enrichir.
- 39 Par stratégies de fuite, nous entendons aussi bien les fuites illégales que sont l'insoumission et la désertion, que la décision et le résultat effectif de quitter l'institution militaire en dérive pour se réinsérer dans la vie civile ou encore le fait de rejoindre des corps plus privilégiés de l'armée fédérale ou des autres forces armées.
- 40 L'insoumission et la désertion
- 41 La stratégie de fuite est symptomatique des conscrits qui constituent le gros de l'armée. L'armée pâtit de ce point de vue de la dégradation de son image, une image entachée par

la dénonciation des actes racistes de certains officiers, des pratiques systématiques de bizutage et enfin par la guerre en Tchétchénie, au cours de laquelle on a vu des conscrits dépourvus de tout entraînement être envoyés au combat.

- 42 L'animosité interethnique dont les recrues non-slaves, et plus spécifiquement les recrues originaires d'Asie centrale, ont été la cible dans l'armée soviétique, a été mise en évidence de longue date par des chercheurs américains sur la base d'entretiens réalisés auprès de militaires émigrés en Israël dans les années soixante-dix et publiés en 1989⁴¹. Mais la glasnost a permis de la révéler au public et de briser le mythe de l'armée soviétique "mécanisme d'intégration et moule d'un homme nouveau susceptible de devenir l'élément d'une société multinationale solide et solidaire". La dénonciation du martyre des recrues d'Asie centrale⁴² et le poids de l'opinion publique ouzbek sur les autorités de la république d'Asie centrale ont entraîné, en 1990⁴³, le transfert des recrues ouzbeks des Stroïbats (bataillons de construction qui comptaient le plus de recrues ouzbeks) dans des unités régulières⁴⁴, puis l'abandon du principe d'"extraterritorialité"⁴⁵ si cher au pouvoir soviétique.
- 43 Aujourd'hui, de fait, l'armée russe n'est plus minée par ce racisme interethnique, mais elle hérite d'une pratique qui, bien que dénoncée avec force pendant la perestroïka, semble reprendre de la vigueur après quelques années de répit. La *dedovchtchina*, terme qui recouvre des pratiques cruelles de supérieurs envers les jeunes recrues, qui peuvent aller jusqu'au viol ou au meurtre, n'est pas sans rapport avec le discrédit qui touche l'institution militaire, la baisse de son prestige, ainsi qu'avec les problèmes de discipline et de baisse constante des effectifs à chaque appel. Entre 1985 et 1990, 6.000 à 10.000 morts au sein de l'armée, dans des "circonstances suspectes", ont été attribuées à la *dedovchtchina*⁴⁶. A ce chiffre s'ajoutent les 6 à 8% de suicides de recrues par an. En temps de paix, l'équivalent d'un bataillon de 11.000 hommes disparaît chaque année. Les familles connaissent rarement la véritable raison du décès. La mention "Mort dans l'exercice de ses fonctions" est souvent la seule explication qui leur soit donnée. Selon les Nouvelles de Moscou,⁴⁷ cette pratique n'a pas disparu malgré les dénonciations médiatiques pendant la perestroïka. Les médias y portent simplement aujourd'hui une attention moins grande.
- 44 De fait, l'insoumission atteint des taux records qui provoquent la désorganisation de nombreuses unités. Entre 1992 et 1993, on observe un doublement des condamnations pour insoumission. A l'automne 1995, 64% des effectifs étaient réalisés. En 1996, on comptabilisait, dans le district militaire de Moscou, 95% de défections. Les élèves-officiers, quant à eux, désertent les écoles militaires. La prestigieuse école d'élite Souvorov ne recrute qu'à hauteur de 70% de ses possibilités.
- 45 A notre connaissance, peu de données ont été publiées sur les désertions en temps de paix. On trouve parfois mention dans la presse d'une "augmentation des condamnations pour désertion", mais sans plus de précisions. Officiellement, 120 cas de désertion ont été recensés dans l'armée en 1996. Ce chiffre est vraisemblablement largement sous-estimé puisque le procureur militaire indique que, dans la seule division de Tamane⁴⁸, 25 affaires de désertion ont été jugées⁴⁹.
- 46 Les meilleurs éléments quittent l'armée. Les conséquences de cette fuite sur la fiabilité et la qualité des forces armées russes sont encore difficiles à évaluer. Comme c'est le cas dans une institution en crise, les membres désireux de partir sont les plus prédisposés à une reconversion rapide et à une bonne réinsertion ; en d'autres termes, les meilleurs éléments et les plus jeunes sont tentés de quitter l'institution en crise. L'armée n'échappe

pas à cette règle. Un sondage, réalisé par l'Académie Lénine en avril 1990, indique que 77% des officiers alors désireux de quitter l'armée sont identifiés comme ayant des capacités d'exécution importantes, capables d'initiatives et particulièrement consciencieux dans leur travail⁵⁰. Pour l'auteur du sondage, ces officiers sont donc loin d'être les plus mauvais éléments. Bien que les principaux critères d'excellence retenus prennent aujourd'hui une connotation dérisoire (90% ont étudié dans des écoles militaires et obtenu de très bonnes notes, 65% étaient communistes et 21% membres du Komsomol), la gravité de ce phénomène n'en est pas moins évidente d'autant que ces officiers comptent parmi les plus jeunes : en 1989 27% des officiers demandant à quitter l'armée ont moins de 23 ans, 43% ont entre 23 et 25 ans et 21% ont entre 25 et 30 ans, le reste a plus de 30 ans (9%).

- 47 En 1994, 4.000 officiers ont quitté l'armée de leur propre choix⁵¹. Pour le colonel de réserve I. Deriouguine⁵², membre de l'Association des sociologues militaires, ces officiers appartiennent à la catégorie des gradés, du lieutenant au capitaine, ce sont des pragmatiques qui essaient de se reconvertir au plus vite. Jeunes, souvent sans famille à charge, de formation scientifique ou technique, ils trouvent facilement du travail dans des sociétés publiques ou privées.
- 48 La reconversion dans les polices privées (police des banques, services de sécurité), le gardiennage, a constitué une voie possible de reconversion pour des militaires sans formation civile spécifique. Bien que ce phénomène ait conduit à la démultiplication des forces paramilitaires sur le territoire de la Fédération de Russie, le nombre de reconversions possibles dans ce domaine n'est pas extensible à l'infini et l'on peut sans doute postuler qu'aujourd'hui l'armée est constituée d'éléments qui y restent non pas par choix mais par absence de choix.
- 49 L'ultime recours, dans cette stratégie de fuite, semble être le transfert vers des unités privilégiées, vers des corps d'élites. Ces corps, comme les troupes du Ministère de l'Intérieur ou les troupes de gardes-frontières touchent des revenus supérieurs de 50 à 100% à ceux des membres de l'armée régulière. Des transferts massifs vers ces troupes ont pu être observés : en 1994, 200 officiers ont pu ainsi les rejoindre. Cinq fois plus d'officiers souhaitaient le faire à cette époque⁵³.
- 50 Entrer dans l'illégalité vis-à-vis des lois militaires⁵⁴ devient une alternative de plus en plus adoptée par les sous-officiers et les officiers russes. Ceux-ci reçoivent l'équivalent de deux fois le revenu minimum tel qu'il est établi en Russie. Ce qui signifie qu'un officier de carrière peut nourrir et vêtir décemment un seul autre membre de sa famille. Or les statistiques montrent qu'en moyenne la famille d'un officier ou d'un sous-officier est composée de trois personnes et, dans 45% de ces familles, la femme ne travaille pas⁵⁵. De plus, les salaires ne sont pas versés pendant des semaines, voire des mois. Et, d'après le sociologue militaire I. Deriouguine, les militaires ne possèdent pas d'épargne. Comment vivent-ils lorsqu'ils n'ont pas été payés pendant trois mois ? Deux options de conduite (pas forcément incompatibles) sont observées : le double-emploi et l'entrée dans la criminalité.
- 51 Les résultats des sondages publiés dans la presse depuis 1989 permettent de saisir l'importance du phénomène. Le travail au noir pendant les heures de service est connu et accepté tacitement par les supérieurs depuis plusieurs années⁵⁶. Le travail d'appoint des officiers n'est donc pas exceptionnel⁵⁷. Les officiers proposent leurs services, comme en témoigne cette petite annonce parue dans la presse au début de l'année 1994, et relevée

par un journaliste de la revue *Armia*⁵⁸ : " Officier, 35 ans, maîtrisant parfaitement le maniement de toutes les armes de combat, de toutes les armes à feu, recherche travail ".

- 52 Le double-emploi offre à un grand nombre d'officiers une solution idéale aux problèmes financiers qui les frappent. Un sondage réalisé en février 1992 auprès de 500 officiers par les étudiants de l'Académie Humanitaire (ancienne Académie Politico-Militaire Lénine) et par la revue militaire *Armia*, montre que la majorité d'entre eux travaille en dehors des fonctions militaires. Le sondage, publié dans deux journaux différents⁵⁹, indique qu'un officier sur deux travaille pendant le service. 24% travaillent chaque jour pendant leur temps libre, 7% travaillent pendant leurs congés et 80% ne cachent pas cette seconde activité à leurs collègues. 40% à 44% d'entre eux se disent fiers de leur activité militaire et ne travaillent à côté que par nécessité, 33% travaillent pour le plaisir et servent dans l'armée avec peu d'enthousiasme. 41% des officiers travaillant en dehors de leurs fonctions militaires effectuent un travail physiquement pénible et 6% effectuent un travail intellectuel. 90% d'entre eux ont servi dans l'armée entre 5 et 15 ans. Seulement 4% d'entre eux ont été sanctionnés pour ces activités illégales, un sur deux a reçu un blâme. Ces chiffres montrent une grande tolérance et une compréhension de leurs supérieurs ainsi que l'existence d'un accord tacite entre eux.
- 53 Ce type de sondage a pratiquement disparu des publications. Des enquêtes du Centre de recherche militaro-sociologique, psychologique et juridique des Forces armées⁶⁰ sont réalisées sur ce thème, mais ne sont pas toujours accessibles compte tenu du caractère sensible des informations qu'elles contiennent. Quelques données arrivent toutefois jusqu'à la publication : les résultats d'un sondage (dont on ignore l'auteur), publiés en août 1996 dans le supplément militaire du quotidien *Nezavissimaïa Gazeta*⁶¹, confirment l'aggravation de la situation. 82% des militaires interrogés (officiers de l'armée et de la flotte dont le nombre n'est pas précisé) disent avoir eu un deuxième emploi ou travailler (au moment de l'enquête) dans une entreprise ou une agence privée de sécurité, dans le secteur du commerce ou des services. Un tiers d'entre eux indique que ce type de travail constitue une source régulière de revenus.
- 54 Pour I. Deriouguine, l'armée se transformerait en une école de la criminalité pour la jeune génération. En 1993, les tribunaux militaires ont examiné plus de 10.000 affaires, soit à peu près autant qu'il y a deux ans. Mais il est particulièrement important de constater la prédominance des vols : 40 % de toutes les affaires jugées. En 1994, " parmi les officiers, un officier sur trois est poursuivi pour vol " selon le Lieutenant-Général Anatoli Marounov, chef de la Direction des tribunaux de guerre au Ministère de la Justice de la Fédération de Russie⁶². On enregistre une baisse des condamnations depuis 1994 qui n'est due qu'à la baisse des effectifs et à l'existence d'une délinquance latente et larvée ainsi qu'à l'attitude conciliante de certains commandants vis-à-vis des infractions : de nombreux délits restent impunis. Cette baisse est également à imputer au ralentissement du travail des tribunaux militaires touchés par la crise. Le fonctionnement des 160 tribunaux militaires a été paralysé au mois de janvier 1994. Le Ministère de la Défense s'est vu retirer l'entretien des tribunaux au profit du Ministère de la Justice sans que rien ne soit prévu pour cela dans son budget. En conséquence, les tribunaux militaires se sont vus couper l'électricité, le téléphone et l'eau pour non-paiement, jusqu'à ce qu'ils reviennent sous le financement de la Défense quelques mois plus tard⁶³. Cette augmentation de la criminalité au sein du corps des officiers n'est sans doute pas sans relation avec l'exemple fourni de longue date par une partie du haut commandement militaire dont les motivations sont toutefois autres.

- 55 A tous les échelons et donc aux échelons supérieurs de la hiérarchie, le militaire vit un processus de crise et de redéfinition, car il n'appartient plus à un corps privilégié. Gagner de l'argent devient donc nécessité. Comme le reste de la population, il est touché par la nouvelle image du héros russe, engendrée par le processus de réforme économique, par la privatisation et la spéculation : l'image du "millionnaire"⁶⁴. Aux plus hauts échelons de la hiérarchie militaire, la logique de l'enrichissement à tout prix est observable.
- 56 La mise en évidence de l'apparition d'un clan militaro-commercial lié à l'élite militaire, et surtout à des structures mafieuses, a été faite par de nombreux observateurs de l'institution militaire, russes⁶⁵ et occidentaux. Les agissements des mafias militaires ont été largement décrits⁶⁶. Le récent ouvrage de R. Lesnik et H. Blanc, *L'empire de toutes les mafias*⁶⁷, dépeint des opérations mafieuses d'envergure (réalisées par des officiers de hauts rangs) qui n'ont pu être réalisées sans le soutien tacite des hauts fonctionnaires de la Défense ou des hautes sphères du pouvoir. Détournements d'armes, vol de vaisseaux, de sous-marins, détournements de fonds, convoyage de marchandises de contrebande dans des avions militaires, détournements des fonds destinés à l'achat de la nourriture⁶⁸, autant d'actions qui prouvent à quel point toute la hiérarchie militaire est gangrenée. Profiter de la confusion liée au retrait de troupes stationnées en Allemagne pour s'appropriier et revendre des biens militaires ou commercialiser les carburants et les combustibles semble être puni de la même façon : quelques jours de villégiature près de la Mer Noire !
- 57 Le système de protection social, dont nous avons décrit précédemment l'état de déliquescence, est également touché par ces agissements. Les lois de décembre 1993, relatives à la Défense, définissent un certain nombre de droits comme la garantie de protection juridique et sociale aux militaires dégagés de leur fonction et aux membres de leurs familles, droit au logement, droit à la protection de la santé et à l'assistance médicale, dédommagement en cas d'accident, de mort pendant le service, or ces droits ne sont pas appliqués. Les quelques mesures prises ont été inefficaces car court-circuitées par des militaires sans scrupules.
- 58 Dans un premier temps, un certain nombre de fonds de protection sociale ont été constitués dès 1990, par risque⁶⁹ ou par type de public⁷⁰, et un accord entre le Ministère de la Défense et la Fédération des syndicats d'ouvriers et d'employés des forces armées a même été signé. Mais ces accords et ces fonds n'ont pas joué de rôle efficace et ont sans doute servi pendant quelque temps à rassurer les militaires. Puis une modification des responsabilités respectives de l'État, des syndicats, des entreprises a été envisagée et réalisée. Dans un second temps, et depuis 1992, de nouveaux fonds de garantie ont été créés. Aujourd'hui la presse civile souligne la disparition d'un certain nombre de structures et de fonds. Ces instances avaient pour mission la mise en place de mesures de protection sociale à l'attention des militaires libérés de leurs obligations en raison des réductions des forces armées et versés dans la réserve. Depuis leur création et le déblocage des fonds qui leur étaient destinés, elles semblent avoir littéralement disparues. La Fondation d'État "Garantia", qui fut créée par un décret du président de Russie à l'automne 1991⁷¹, ne laisse aujourd'hui pas beaucoup de traces de ses activités. Ni même le Fonds des "Défenseurs de la Patrie" qui a reçu des financements publics importants et au sein duquel des cadres-officiers de l'état-major ont été placés.
- 59 Le "Centre commercial" du Ministère de la Défense s'est, lui, dissout avec le temps. Il avait pour mission de coordonner la vente des biens militaires techniques et, avec le revenu des ventes, de financer des programmes sociaux pour les militaires. Un autre

coordinateur est également porté disparu : le " Comité pour la garantie sociale des militaires et des membres de leurs familles ". Le Fonds Zvezda, chargé de gérer les vouchers (bons de privatisation) des militaires dans l'incapacité de le faire eux-mêmes, créé fin 1992 par le Ministère de la Défense, a vu la disparition de 800 chèques de privatisation. Il semble toutefois que les programmes cofinancés par un pays étranger, qui se doivent de rendre des comptes de leur activité, aient une espérance de vie plus longue que les autres et soient en mesure de mettre, de manière effective, un projet sur pied⁷².

- 60 La disparition comptable de ces fonds peut évidemment s'expliquer par un changement de statut, par une privatisation ou encore par l'inflation qui a réduit à néant les sommes dont ils disposaient. Mais le problème majeur réside toutefois dans le peu ou l'absence de résultats tangibles et la multiplication de ces disparitions. Ce phénomène, observé dès la création de ces fonds au début des années quatre-vingt-dix, s'amplifie depuis. Les Izvestia ont publié, en février 1996⁷³, un entretien avec Alexandre Smirnov, chef du département du Trésor du Ministère des Finances dans lequel ce dernier affirme que les fonds versés pour l'entretien des personnels aux différents ministères dont dépendent les Forces armées (armée régulière et autres forces) se " volatilisent ". Le Trésor serait pillé par les " pouvoirs " russes eux-mêmes.
- 61 Les officiers supérieurs et les militaires, qui n'ont pas la possibilité de se reconvertir dans la vie civile, sont les principaux artisans d'une tentative de restauration de l'institution militaire. Cette restauration est menée avec des méthodes peu usitées dans l'institution militaire.
- 62 Face à la défaillance du pouvoir incapable d'assurer un budget à l'armée, les militaires de l'administration militaire, c'est-à-dire ceux du Ministère de la Défense et de l'état-major, optent pour une entrée en politique afin de mieux contrôler le budget et sa répartition. Soucieux de l'avenir de l'institution militaire, conservateurs, ils n'en sont pas moins attachés à leurs privilèges, désireux de les conserver et de rester à leurs places. Défenseurs des traditions, ils n'en rejettent pas moins le traditionnel slogan " l'armée en dehors de la politique " qu'ils ont un temps défendu.
- 63 Les autres officiers supérieurs et les commandants opérationnels, sans aucun doute plus proches de la réalité quotidienne des troupes que le haut commandement ne peut l'être, ont une approche plus pragmatique de la situation traversée par l'armée et tentent d'apporter des solutions concrètes, au risque de recréer des ordres nouveaux et de mettre en jeu la sécurité de l'Etat.
- 64 Dès les élections de 1989, on a pu voir des militaires s'engager dans la bataille. Ces engagements politiques ne s'intègrent pas dans un dessein stratégique du Ministère de la Défense, mais sont le fait d'initiatives isolées, de militaires réformateurs qui souhaitent voir changer la situation dramatique de l'armée révélée par la perestroïka et la glasnost. Le Ministère de la Défense s'est opposé à la participation militaire aux élections avant 1993, pour changer complètement d'avis depuis, comme en témoignent les élections législatives de 1995. Selon le journaliste militaire Anatoly Stasovski, le Ministère de la Défense a rapidement compris que personne ne défendrait l'armée ni ne se battrait pour obtenir un budget plus important⁷⁴. L'initiative devait donc venir des militaires eux-mêmes.
- 65 La stratégie du Ministère de la Défense a donc consisté à faire entrer des militaires au Parlement pour constituer un groupe de pression et obtenir plus de crédits (en janvier

1996, le Ministère de la Défense n'a reçu qu'un cinquième des moyens nécessaires à son fonctionnement). Trois raisons semblent motiver cette conduite : premièrement l'armée souhaite avoir une influence dans la prise des décisions politico-militaires ; deuxièmement, l'armée souhaite pouvoir intervenir au niveau législatif et changer fondamentalement sa situation ; troisièmement, l'armée veut s'assurer que ses " intérêts et (ceux) du pays seront garantis dans le cadre d'une réforme de l'Etat " ⁷⁵.

- 66 Aux élections de décembre 1995, 123 militaires (dont 23 généraux) ont ainsi été soutenus et " présentés " par Gratchev lui-même. L'effort de l'armée pour entrer au Parlement connaît des succès très relatifs. En octobre 1995, 25 candidats militaires se présentaient pour le conseil local à Volgograd, mais aucun n'a été élu⁷⁶. De plus, tout le spectre de l'échiquier politique est représenté : les candidats militaires sont éparpillés sur toutes les listes. L'armée est donc très divisée et l'espoir d'obtenir un groupe homogène très faible. L'intérêt de cette participation militaire aux élections reste toutefois grand pour les politiques puisque chaque général a des partisans au sein de l'armée : l'association à un général peut constituer un atout pour tout parti en quête d'électorat !
- 67 Face à l'aggravation des conditions de vie et à l'inaction des autorités militaires, un certain nombre de structures ont fait leur apparition au sein des forces armées, structures dont la vocation affichée est la mise en place de programmes sociaux ou le financement de ces programmes. Il s'agit de structures commerciales (banques) ou de structures de revendication collective ou syndicats, ou encore de fonds de garantie eux-mêmes liés à des structures commerciales indépendantes du Ministère de la Défense.
- 68 En 1990, à la question " quelle instance est-elle la mieux appropriée pour prendre en charge la résolution des questions de protection sociale ? " posée par un sondage publié dans l'hebdomadaire Arguments et Faits⁷⁷, 57% des militaires interrogés estimaient que des syndicats indépendants de militaires des Forces armées russes pourraient s'en charger. 36% estimaient alors que c'étaient la charge des dirigeants du Ministère de la Défense. Les 7% restant estimaient que c'était l'affaire des organisations politiques.
- 69 Les structures apparues au sein des forces armées sont schématiquement de deux ordres. Les unes, sous la bannière de la protection sociale, affichent des revendications politiques comme le Comité de grève clandestin né à la suite de la dislocation des unités militaires dans les Pays baltes dont le mot d'ordre est la défense des droits sociaux et civils⁷⁸. L'Union des Officiers a été créée en janvier 1992, et interdite par Pavel Gratchev en septembre 1992. Selon elle, les problèmes de l'armée sont à attribuer aux intrigues des impérialistes sionistes et à leurs services spéciaux⁷⁹. Les autres œuvrent de manière effective à la protection sociale des militaires comme le Syndicat indépendant des militaires⁸⁰, dont la création remonte à janvier 1992, qui a créé un programme pour garantir le logement des militaires retraités ou encore élaboré une conception de fonds de retraite⁸¹. Le Fonds de réhabilitation sociale et de protection des militaires versés dans la réserve, " Soldats de la patrie ", est apparu, quant à lui, il y a deux ans à l'initiative d'officiers-enseignants de l'Académie Humanitaire⁸² (aujourd'hui Université militaire), les colonels Alexandre Kassianov et Vladimir Tikhenko et le capitaine de vaisseau André Piliponsky⁸³. Aucun financement n'est perçu du Ministère de la Défense, mais des millions de roubles proviennent de structures commerciales, ce qui a permis la mise en place d'un programme ambitieux de logements et de reconversion d'officiers⁸⁴. Enfin, le syndicat Chtchit (Bouclier) se lance, de son côté, dans ce qu'il appelle des " actions humanitaires " notamment en septembre 1993⁸⁵ avec l'envoi de caravanes humanitaires (médicaments) aux gardes-frontières entre le Tadjikistan et l'Afghanistan et, en décembre 1993, avec

l'envoi de médicaments, jus de fruits et gilets pare-balles ainsi que des sapins de Noël sur cette même frontière. Après plusieurs scissions, le syndicat se trouve aujourd'hui affaibli.

- 70 Le Ministère de la Défense est absent de toutes ces structures. Les financements proviennent essentiellement de structures privées. La déficience de l'Etat, et particulièrement celle du Ministère de la Défense, en matière de programme d'aide sociale et de reconversion est flagrante : " Je connais des dizaines de militaires révoqués de l'armée qui ont trouvé un bon travail " admettait un journaliste des Nouvelles de Moscou⁸⁶ en 1993 " (...) mais aucun d'entre eux n'a reçu du Ministère de la Défense, ou d'autres structures gouvernementales, de soutien matériel, organisationnel et, d'autant plus, de soutien financier ". Palliant l'absence de financements, les militaires ont su recréer un semblant d'économie parallèle, indépendant du budget et par conséquent des lignes de financement de la Défense (il est vrai seulement virtuelles aujourd'hui), dont il est aujourd'hui difficile d'évaluer l'ampleur.
- 71 Sur le terrain, le maintien des troupes et de leur caractère un semblant " opérationnel " donne lieu à des initiatives diverses. Pour résoudre le problème d'effectifs lié au faible taux de réalisation de la conscription, tous les moyens sont bons. Les officiers sont souvent obligés d'effectuer des tâches subalternes. A cause, par exemple, du manque de chauffeurs, ils sont obligés de conduire. Sur le champ de bataille, ils occupent des fonctions de militaires de rang subalterne. Un des soldats tués en essayant de rattraper le commando tchéchène au Daghestan était un officier du rang de colonel. Il commandait une unité d'une vingtaine d'hommes, faisant le travail d'un lieutenant⁸⁷. Certains commandants de garnisons recrutent des vagabonds ou utilisent les femmes des officiers, non seulement pour le gardiennage, les communications ou la vaisselle, mais aussi pour porter les armes⁸⁸. Le chef de l'état-major de l'armée de terre indiquait en 1994 qu'il était obligé de prendre sous contrat des officiers entraînés dans des écoles civiles et que la moitié des commandants de sections ne sont pas diplômés d'écoles militaires⁸⁹. Des officiers sont également puisés dans la réserve lorsque nécessaire.
- 72 Une pratique plus musclée a fait son apparition ces derniers mois pour résoudre le problème du faible taux de réalisation : la chasse aux conscrits rebelles. Des patrouilles conjointes de l'armée et de la police ont été accusées par les médias d'enlever les conscrits n'ayant pas répondu à l'appel. La chaîne russe NTV révélait récemment l'existence d'une telle initiative par une unité militaire stationnée au nord de Moscou⁹⁰.
- 73 La dévolution de la gestion du système de protection sociale des militaires aux régions, nous l'avons déjà mentionné, n'est pas sans présenter certains dangers pour l'armée et la société. Celui, d'une part, de conférer aux commandants d'unités stationnées dans les régions un pouvoir étendu, dépassant leurs fonctions habituelles ; celui, d'autre part, de provoquer un phénomène de " vassalisation " de ces unités aux pouvoirs locaux.
- 74 Face à la nécessité d'entretenir et de nourrir ses troupes, les commandants opérationnels se voient transformés en négociateurs. Les troupes dépendent des régions qui doivent leur garantir, salaires, logements, crèches, nourriture⁹¹. L'obtention de ces garanties doit être négociée par les commandants. L'officier général en poste passe donc des accords avec les autorités civiles non seulement pour la nourriture, mais aussi l'électricité, le carburant, etc. En échange de quoi ces accords se font-ils ? Leur teneur demeure la grande inconnue. Main d'œuvre ou loyauté ? L'institution militaire est-elle menacée de régionalisation, voire de privatisation, par de tels accords ou peut-on dire que les commandants font simplement un effort pour défendre cette entité et nourrir leurs soldats ? On n'est pas sans savoir que des commandants d'unités ont parfois organisé eux-

mêmes le travail au noir de leurs subordonnés - c'est le cas pour les garnisons qui n'ont pas touché leurs soldes depuis plusieurs mois⁹² - fournissant de la main d'œuvre aux entreprises, ou louant leur service à des milices ou des entreprises locales. La vente de matériel militaire pour alimenter le budget des unités⁹³ n'a duré qu'un temps, jusqu'à l'épuisement des stocks. Aussi a-t-il fallu faire preuve d'inventivité.

- 75 La tentation des gouverneurs des régions de nouer des liens avec ces garnisons stationnées sur leur territoire est bien réelle. Certaines régions refusent d'emblée d'exécuter les ordres du président russe⁹⁴ et négocient avec le pouvoir central pour obtenir des crédits supplémentaires afin d'entretenir ces troupes. On assiste très fréquemment à des manifestations d'hostilité de l'administration locale et des populations envers les militaires de retour en Russie⁹⁵. Mais il semble que quelques régions (3 seulement sur 89), celles de l'Extrême-Orient, des Terres Noires et la région de Nijni-Novgorod, soient tentées et cherchent à nouer des liens avec les commandants d'unités. D'après l'économiste Jacques Sapir⁹⁶, le jeune gouverneur de Nijni-Novgorod, Boris Nemtsov, aurait prélevé des sommes importantes sur le budget pour refaire des casernes et ferait chaque dimanche une revue de " ses " troupes. La presse indique qu'il aurait même organisé des défilés à l'occasion de fêtes locales : à l'occasion de la fête de la ville, en septembre 1994, une parade de la 47ème division de tanks a été organisée dans la ville⁹⁷. Les officiers y reçoivent des soldes plus importantes que dans les autres provinces.
- 76 Le danger de la régionalisation des forces armées est donc très présent. Et la question qui se pose aujourd'hui est la suivante " l'armée répond-elle à sa hiérarchie ou aux autorités locales qui la nourrissent et la logent ? ". L'exemple de la Tchétchénie est frappant dans ce domaine. Non pas que l'armée ait prêté allégeance aux soldats tchétchènes, mais des relations " non réglementaires " se sont établies entre certaines unités russes et la population tchétchène. Certains villages ont nourri des troupes contre la promesse de ne pas être rackettés ou bombardés (promesse parfois vaine, il est vrai)⁹⁸. La conduite des opérations s'est donc passée suivant les termes fixés par chaque commandant d'unité et non suivant un commandement unique. Dans les régions, cette même tendance est observable mais doit être nuancée : les commandants deviennent plus indépendants du haut commandement à Moscou, mais dépendants des politiciens de province.
- 77 Face à ce danger, deux arguments suggèrent que les militaires agissent plutôt dans le sens d'un maintien de l'unité russe que d'une destruction : d'une part, nombre de militaires sont convaincus que l'éclatement de l'URSS était une erreur qui ne doit pas être répétée, leur intérêt pour la restauration d'une union slave est réel ; d'autre part, dépendre des régions n'empêche pas des relations parfois conflictuelles. Comme nous l'avons déjà mentionné, certaines régions ont refusé de transférer les ressources locales aux militaires⁹⁹. Nous sommes encore loin d'une tendance centrifuge. Mais le choix de la décentralisation par les autorités russes ne cesse de surprendre compte tenu des risques majeurs encourus. L'hypothèse du choix délibéré de la décentralisation destiné à laisser l'armée à ses problèmes quotidiens pour la neutraliser n'est donc pas à rejeter totalement.
- 78 Les changements décrits précédemment risquent d'aggraver la crise traversée par l'armée qui les a elle-même induit. Or, toute armée en situation de crise est menacée de décomposition. Pour se sauver de celle-ci, l'armée peut prendre le pouvoir ou bien réaffirmer violemment sa fonction guerrière (la Tchétchénie pouvait être un moyen de le faire, mais l'enlèvement n'en a été que plus grand) ; elle peut également tenter de recréer l'esprit de corps effrité (mais la réintroduction du code de l'honneur tsariste, dont il est

beaucoup question dans la presse militaire, paraît dérisoire face à la dislocation à l'œuvre aujourd'hui).

- 79 La menace d'explosion sociale dans l'armée est agitée régulièrement depuis plus de trois ans¹⁰⁰ par les sociologues militaires : les commentaires des sondages réalisés par le centre de recherche auprès du Ministère de la Défense ont souvent une allure de mise en garde adressée aux autorités du pays quant à la probabilité d'une action violente qu'une armée démunie, mal protégée socialement, et minée par la constitution de corps concurrents privilégiés, pourrait mener. Ces " avertissements " parsèment la presse civile et militaire¹⁰¹. Leur ton devient, avec les mois, de plus en plus alarmiste. Or, aucune agitation n'a, à ce jour, été enregistrée. On assiste à la superposition de comportements individuels ou collectifs (il s'agit de sous-groupes à l'intérieur de l'institution militaire) " astucieux " pour faire face à la crise, mais à aucune action collective proprement dite.
- 80 Pourquoi l'armée ne tente-t-elle pas, de se sauver de cette décomposition en prenant le pouvoir ? Les intérêts communs des militaires, c'est-à-dire la restauration d'une armée économiquement viable et opérationnellement compétente et l'amélioration de leur situation matérielle, sont bafoués. Pourquoi l'armée ne fait-elle rien pour les promouvoir ? Les mobiles d'ordre économique susceptibles de conduire à une action collective existent, tout comme les mobiles sociaux : la restauration du prestige de l'armée et d'une reconnaissance sociale constitue, de manière complémentaire, une incitation à la mobilisation. Pourquoi ces mobiles sont-ils inopérants ? Ce paradoxe est noté par Mancur Olson qui montre qu'un groupe de personnes, ayant un intérêt commun et conscientes de celui-ci, peut rester inorganisé et ne rien faire pour le promouvoir¹⁰².
- 81 Un premier élément de réponse est à rechercher dans la possible absence de consensus. L'institution militaire a subi des mutations et des transformations qui en modifient la définition même et qui font que les intérêts de ses membres ne sont plus totalement convergents. La dynamique à l'œuvre dans l'armée - engendrée par une crise sociale, économique et morale qui s'incarne dans des stratégies et des comportements nouveaux de ses membres - a été génératrice de mutations. De fait, la définition de l'armée elle-même se voit modifiée. L'armée n'est plus composée de tous les hommes qui se trouvent être en uniforme, mais seulement de ceux qui souhaitent réellement y rester (or nombreux sont ceux qui ne le souhaitent plus mais ne peuvent faire autrement car ils ne sont pas en mesure de se reconverter). Les critères de valeur de l'officier condamné à rester dans l'armée se trouvent également modifiés : il n'est plus jugé sur son aptitude au combat ou sa capacité à diriger des hommes mais sur sa capacité à se " débrouiller ", à trouver de l'argent. Corrupteur, politicien, négociateur, criminel, entrepreneur..., le militaire russe développe des " qualités " insoupçonnées et inattendues dans l'institution militaire. Projeté dans la crise qui frappe toute la société, démunie du cocon protecteur de sa corporation, le militaire s'adapte et se détourne de sa fonction première. Alors que l'armée est censée uniformiser, c'est l'inverse qui se produit : seuls les " débrouillards " vont s'en sortir. Les autres se clochardisent. Cette tendance est renforcée par la création d'unités d'élite, de " super-gendarmes ", de corps privilégiés soumis à un nouveau centre autonome et non plus au système de commandement général. Les stratégies développées par les différents acteurs et exposées précédemment témoignent des divergences d'intérêts apparues au sein de l'institution. Chacun fait cavalier seul, le consensus sur la manière de sortir de la crise ne semble pas établi. Or une action collective requière d'autant plus d'organisation et d'accords que l'institution est divisée et ses membres animés par des motivations différentes. Seuls quelques sous-groupes semblent, comme

nous l'avons montré, réussir à s'organiser et à faire montre d'une activité importante en faveur de l'institution. Mais ces groupes entretiennent des liens particuliers avec le pouvoir qui leur permettent d'exister dans l'illégalité (toute activité syndicale, commerciale, politique est prohibée dans l'armée). On peut donc penser qu'ils sont a priori peu enclins à se soulever contre un pouvoir qui leur permet de satisfaire leurs intérêts collectifs et individuels.

- 82 Un autre obstacle à l'action du groupe sont les coûts entraînés par la réalisation des buts du groupe et l'absence de compensation de celui-ci. La participation à une action collective, à la prise du pouvoir, implique, en effet, des coûts élevés. Ceux-ci sont de plusieurs natures. Il s'agit, d'une part, de coûts financiers : une telle opération nécessite de disposer de fonds importants pour nourrir l'armée, la rendre opérationnelle, or c'est précisément d'argent dont manque l'institution militaire (à supposer que la masse d'argent drainée par les structures commerciales, difficile à estimer, ne soit pas utilisée à ce dessein) ; de plus, chaque homme mobilisé pour une telle opération n'est plus en mesure de nourrir sa famille, or c'est ce pour quoi il se bat. Il s'agit, d'autre part, de coût humain : le risque de mourir ou d'être blessé au cours d'une telle opération est grand. La mise en place d'unités chargées de défendre le pouvoir en cas de coup d'Etat laisse prévoir une forte résistance. Aucune compensation ne peut inciter à ce sacrifice : une promotion est une compensation bien mince compte tenu du risque encouru.
- 83 Pour ces raisons, les militaires ne semblent pas être prêts à supporter le coût d'une action collective. La division de l'armée (l'institution unifiée semble ne plus exister), conjuguée au succès d'une politique de neutralisation et au manque de chef explique largement l'inaction actuelle de l'armée.

NOTES

1. Les ministères dits " de force " ou " de contrainte " sont : le Ministère de la Défense, le Ministère de l'Intérieur, le Ministère des Affaires Etrangères, le FSK (ancien KGB), le SVR (Service du renseignement extérieur) et le GRU (Direction principale du renseignement).
2. Moskovskie Novosti, n° 6, 11-18 février 1996, p. 9.
3. Current Digest of Post-Soviet Press, 7 août 1996 ; Rossiiskie Vesti, 2 juillet 1996.
4. Efim Lioubochits, " Réforme militaire, dépenses militaires et élections du président de Russie ", Sevodnia, 28 février 1996, p. 5.
5. E. Egorov, " Une armée pour Eltsine ", Nezavissimaïa Gazeta, 14 septembre 1994.
6. Moskovskie Novosti, 26 novembre 1995.
7. Nezavissimaïa Gazeta, 14 septembre 1994.
8. Moskovski Komsomolets, 19 janvier 1994 ; Moskovski Komsomolets, 25 janvier 1994.
9. Moskovskie Novosti, 3-9 mars 1996, " Dezertirstvo ot goloda " (Désertion pour cause de famine).
10. Transition, 9 février 1996, p. 60.
11. J. Meek, " Russia's rusting army : anatomy of a battlefield disaster ", The Guardian, 3 février 1996, p. 13.

- 12.C. J. Williams, " Russian army's honor as thin as its soldiers ", Los Angeles Times, 20 janvier 1996, p. 1.
- 13.Ibid.
- 14.Rossiskie Vesti, 10 janvier 1995.
- 15.Rappelons que Vorobiov s'est prononcé contre l'emploi de la force en Tchétchénie.
- 16.Transition, 9 février 1996, p. 60.
- 17.Nezavissimaïa Gazeta, 1 novembre 1994.
- 18.Les sociologues militaires sont le produit de la reconversion des commissaires politiques qui s'est opérée en 1991 à la suite du démantèlement des organes politico-militaires au sein de l'armée, cf. Igor Stadnik, " Armée : la départisation commence ", Les Nouvelles de Moscou, 29 septembre 1991, p. 4.
- 19.Rossiiskie Vesti, 10 janvier 1995.
- 20.Le Monde, 11 mars 1996.
- 21.La réforme de l'armée russe consiste, d'une part, en une réforme de la société militaire dans son ensemble (structures sociales, réduction des forces) et, d'autre part, en une réforme d'ordre conceptuelle (mettre en œuvre la nouvelle doctrine, la création de forces mobiles et d'un nouveau type de soldat : le contractuel).
- 22.La Rabotchaïa Tribouna, comme beaucoup d'autres quotidiens, reçoit de nombreuses lettres d'officiers de retour d'Allemagne. 50.000 officiers et praporchtchiks et leurs familles doivent revenir des zones occidentales de stationnement (sans compte les Pays Baltes et la Transcaucasie). " Le programme de logement ne correspond pas du tout au rythme du retrait des troupes " regrette le Général-Major You. Ivanouchkine dans les pages du journal en février 1993 " aujourd'hui, sur les 36.000 appartements que les Allemands nous ont promis de construire, 8.000 seulement ont été livrés à l'exploitation. Soit un petit peu plus de 20%. Et 60% des troupes ont déjà été évacuées " ; cf également Armia n° 4 et 6, 1993 ; Argoumenty i Fakty, n° 39 septembre 1993 ; Nezavissimaïa Gazeta, 26 janvier 1994 ; Izvestia, 28 janvier 1994; Nezavissimaïa Gazeta, 26 mars 1994 ; Argoumenty i Fakty, n° 20, 1995, p. 7.
- 23.Nezavissimaïa Gazeta, 8 juin 1993, p. 1 et 5.
- 24.Ibid.
- 25.Réquisitionnés au lendemain de la Révolution, les appartements de l'ancienne bourgeoisie sont partagés entre plusieurs familles et deviennent ainsi des " appartements communautaires ". Ils constituent encore aujourd'hui le mode de logement le plus courant dans les grandes villes de Russie.
- 26.Mesure de l'économiste Chokhine.
- 27.Cf. note 1.
- 28.Efim Egorov, " Une armée pour Eltsine ", Nezavissimaïa Gazeta, 14 septembre 1994 ; voir également l'article traduit et publié par Libération le 29 septembre 1994.
- 29.Intervention de Richard Staar au colloque Maximov, Centre Pouchkine, 25 mars 1996, Paris.
- 30.Nezavissimaïa Gazeta, 14 septembre 1994.
- 31.Ibid.
- 32.Moskovskaïa Pravda, 29 avril 1995; cf. également R. Staar, " Russia's Evolving Armed Forces ", intervention au Colloque Maximov, Paris, 25 mars 1996.
- 33.Augmentation des troupes du ministère de l'Intérieur dont les effectifs totaux sont supérieurs à ceux de l'armée de terre !Cf. Moskovskie Novosti, Colonel V. Borissenko, " Moins de soldats, mais plus de policiers ", publié et traduit par le Courrier international, 20 mars 1996.

34. Ibid.
35. Lev Rokhline, " Kak vyvesti iz toupika voennouïou reformou ? " (Comment sortir la réforme militaire de l'impasse?), *Nezavissimaïa Gazeta*, 30 mars 1996, p. 2.
36. Ce chiffre varie en fonction des sources.
37. *Current Digest of Post-Soviet Press*, 7 août 1996 ; *Rossiiskie Vesti*, 2 juillet 1996 : une augmentation de 328 généraux.
38. *The Guardian*, 3 février 1996, p. 13.
39. Maréchal Chapochnikov, *Le chaos et la raison*, Paris, Editions Numéro Un, 1994 ; présentation de l'ouvrage en novembre 1994 au Centre Pouchkine, Paris.
40. *Moskovskie Novosti*, 14 janvier 1996.
41. S. Enders, A. Alexiev, " Le facteur ethnique dans les forces armées soviétiques ", *L'Est Européen*, janvier, juillet & octobre 1989.
42. James Critchlow, *Nationalism in Uzbekistan, A Soviet Republic's Road to Sovereignty*, Boulder, Westview Press, 1991, cf. chapter 9, " The recruit "murder" scandal ".
43. Catherine Bacarrère-Bécane, Elisabeth Sieca, " L'émergence des armées post-soviétiques : le cas de l'Ouzbékistan ", *La Lettre d'Asie centrale*, n° 6, printemps 1996.
44. *Izvestia*, 14 mai 1991, p. 1.
45. Le principe d'" extraterritorialité " qui régissait les forces armées soviétiques et consistait à envoyer les recrues dans une autre région que celle dont ils étaient originaires reposait sur deux idées fortes : premièrement, la nécessité, en cas de reprise en main, d'utiliser des hommes extérieurs au conflit et, deuxièmement, le brassage des nationalités.
46. C.G. Jacobsen, " Arms and society, 1988-1992 : Russia's revolutionary arbiter ? ", *European Security*, vol 2, n° 3, autumn 1993, p. 421-450.
47. *Moskovskie Novosti*, 26 novembre 1995.
48. Division d'élite, effectif inconnu.
49. " Dezertirstvo ot goloda ", (Désertion pour cause de famine), *Moskovskie Novosti*, n° 9, 3-10 mars 1996, p. 15.
50. S. Sedin et V. Moukhine, " Ofitsery prosiatsia v zapas ", (Des officiers demandent à être versés dans la réserve...), *Argumenty i Fakty*, n° 14, 7-13 avril 1990.
51. *Nezavissimaïa Gazeta*, 1 novembre 1994.
52. " Trevojnnye tendentsii v rossiiskoï armii ", (Tendances alarmantes dans l'armée russe), *Nezavissimaïa Gazeta*, 24 août 1994.
53. *Nezavissimaïa Gazeta*, 1 novembre 1994.
54. Pour la désertion voir supra les stratégies de fuite. L'article 10 de la Loi de la Fédération de Russie sur le Statut du Personnel Militaire (paragraphe 7) interdit aux militaires toute activité rémunérée.
55. *Nezavissimoe Voennoe Obozrenie* (supplément militaire de *Nezavissimaïa Gazeta*), n° 16, 22 août 1996, p. 1.
56. *Argumenty i fakty*, n° 10 mars 1992.
57. *Nezavissimaïa Gazeta*, 20 février 1994.
58. *Armia*, n°1, 1994, pp. 9-10.
59. Vladimir Muchin " Sloujba sloujboï, a jit to nado ", (Le service d'accord, mais il faut vivre), *Nezavissimaïa Gazeta*, 20 février 1992 ; " Teneviki v pogonakh " (Les hommes de l'ombre en galons), *Argumenty i Fakty*, n° 10 mars 1992.
60. Créé en 1992, le Centre de recherche militaro-sociologique, psychologique et juridique des Forces Armées a pour vocation l'étude des processus sociaux dans l'armée et la flotte, la préparation de propositions et de prévisions aux organes de direction militaire ; il

s'attache également à étudier l'efficacité des lois mises en place, les effets de ces lois dans l'opinion publique des militaires grâce à l'expertise sociologique des projets de lois ; il assure enfin la formation méthodologique des sociologues militaires. Le centre publie chaque trimestre un bulletin d'information confidentiel et de méthodologie destiné à une centaine de représentants du pouvoir, la direction militaire, certaines garnisons et établissements militaires. 5% de sa production environ est publiée dans la presse. Le centre effectue les commandes de l'Etat et du pouvoir militaire. Une banque de données avec les principaux résultats des recherches a été constituée. Les problèmes étudiés jusqu'à présent ont été : le recrutement des militaires sur la base du volontariat; la protection sociale des militaires et des membres de leur famille ; la formation et reconversion des cadres militaires et des officiers versés dans la réserve; les courants migratoires des militaires en liaison avec la création des forces armées dans les pays de " l'étranger proche " ; le service militaire dans l'opinion de la jeunesse ; la discipline dans l'armée, les relations inter-ethniques dans les garnisons. Les enquêtes sont réalisées sur la base d'un échantillon représentatif de toutes les armées et de tous les types de troupes. (source : Sotsiologitcheskie Issledovania, n° 12, 1993).

61.Op. cit. Nezavissimoe Voennoe Obozrenie, n° 16, 22 août 1996, p. 1.

62.Actualités russes, 29 avril 1994, RIA-Novosti.

63.Ibid. Interview d'Anatoli Mouranov, chef de la Direction des tribunaux de guerre au Ministère de la justice de la Fédération de Russie.

64.Jacques Sapir soulignait dans son intervention, au Séminaire interdisciplinaire sur les Problèmes de sécurité post-soviétiques, le 25 octobre 1994, au CEMI, l'évolution de l'image du héros soviétique au héros russe, passant du cosmonaute, à l'ingénieur, puis au démocrate et enfin au millionnaire.

65." Trevojnye tendentsii v rossiiskoi armii ", (Tendances alarmantes dans l'armée russe), Nezavissimaïa Gazeta, 24 août 1994.

66.Sevodnia, 6 juillet 1996, p. 1.

67.Renata Lesnik, Hélène Blanc, L'empire de toutes les mafias, Paris, Presses de la Cité, 1996.

68.Current Digest of the Post-Soviet Press, 8 mai 1996.

69.Constitution de fonds spécialisés par risque (pension, assurances sociales...).

70.Mai 1990 : création d'un fonds de protection sociale pour les soldats stationnés dans la patrie.

71.Dotée d'un budget de 200 millions de roubles.

72.Le Département d'organisation et de recrutement des centres d'enseignement, créé au sein du Ministère de la Défense, a reçu, en 1993, un financement russe, et allemand de 129,32 millions de marks. Sur la base de l'usine moscovite " Serp i Molot ", ainsi que de deux centres de formation agricole de Saint-Petersbourg, ont été créés des centres d'enseignement pour des milliers d'officiers frappés par les réductions de l'armée. Le Département (chef du département : le capitaine de premier rang Valeri Baranovski) projetait à l'époque d'ouvrir encore 10 centres d'enseignement. Ainsi, 11.500 officiers devaient bénéficier d'une formation.

73.Izvestia, 6 février 1996 ; Le Monde, 8 février 1996, p. 4.

74.Krasnaïa Zvezda, 4 octobre 1995, p. 1 ; Krasnaïa Zvezda, 6 décembre 1995, V. Aleksis, " Depoutaty v pogonakh ili zatchem voennye idout v politiku ", (Des députés en galons ou pourquoi les militaires entrent en politique); Rossiiskie Vesti, 14 décembre p. 2.

75." Generals as candidates: toward a stabler society ? ", Current Digest of the Post-Soviet Press, vol. XLVII, n° 39, 25 octobre 1995, p. 1.

76. Izvestia, 3 octobre 1995, p. 2.
77. Argoumenty i Fakty, n° 43, octobre 1990.
78. Moskovskie Novosti n° 11, 14 mars 1993.
79. Moskovskie Novosti, 28 février 1993, p. A10.
80. N.P.S.V., créé le 17 janvier 92.
81. Moskovskie Novosti n° 17, 25 avril 1993.
82. Ancienne Académie Politico-Militaire Lénine qui formait les commissaires politiques dans l'armée. C'est dans cette même Académie que l'enseignant Igor Kotov a fondé un Centre russe d'information " Armia " qui, en collaboration avec l'Institut d'Aviation de Moscou, édite une publication destinée aux officiers démobilisés. Deux sponsors permettent à ce projet de perdurer : le centre germano-russe INMAS et la société d'assurance " XXIème siècle " (Moskovskie Novosti n° 8, 21 septembre 1993).
83. Moskovskie Novosti, n° 8, 21 septembre 1993.
84. En 1993, la construction de 33 appartements pour des officiers a pu être menée à bien. Egalement, avec l'aide de structures commerciales, 200 officiers ont pu être reconvertis.
85. Moskovskie Novosti, n° 39, 26 septembre 1993; Moskovskie Novosti, n° 25, 20 juin 1993.
86. Op. cit. Moskovskie Novosti, n° 8, 21 septembre 1993.
87. The Guardian, 2 février 1996, p. 13.
88. Nezavissimaïa Gazeta, 23 mars 1993, p. 6.
89. Nezavissimaïa Gazeta, 1 novembre 1994.
90. Le Monde, 26 décembre 1996.
91. Courrier International n° 152, 30 septembre 1993.
92. Nezavissimoe Voennoe Obozrenie, n° 16, 22 août 1996, p. 1.
93. Jacques Sapir, Le chaos russe, Paris, La Découverte, 1996, chapitre 7, " L'éclatement des forces armées ", p. 228-276.
94. Les Izvestia du 11 février 1993 (p. 2) rapportent un des multiples scandales impliquant l'Armée russe dans la région de la Volga. L'administrateur en chef de la Province d'Oulianovsk, Youri Goritchev, refuse d'exécuter les ordres du président russe et de loger dans sa ville les soldats de la 104ème division d'assaut aéroportée qui vient d'arriver d'Azerbaïdjan. Les officiers et leurs familles n'ont pas été autorisés à atterrir et ont été renvoyés sur Riazan. Les autorités locales affirment être en mesure de loger seulement les soldats dans des baraquements sans chauffage mais de ne pas pouvoir loger les officiers et leurs familles, ni de garantir l'accès aux écoles, aux jardins d'enfants ou aux hôpitaux. Afin de ne pas obliger les officiers à loger dans des dortoirs disponibles avec des soldats, les autorités ont trouvé une solution temporaire et partielle (seule une partie des officiers pouvaient y être accueillis) en offrant l'utilisation d'un centre de réhabilitation pour alcooliques disponible à 200 km du centre de la province.
95. De nombreux officiers font part, par voie de presse, de l'hostilité des administrations locales et des populations à leur retour en Russie. Des lettres de Kostroma, de la région de Saint-Petersbourg, de la région de la Volga dénoncent les brimades et la mauvaise volonté de l'accueil (Rabotchaïa Tribouna, 11 février 1993, p. 3.).
96. Intervention de Jacques Sapir au Séminaire interdisciplinaire sur les problèmes de sécurité post-soviétiques le 25 octobre 1994 au CEMI.
97. Sevodnia, 15 septembre 1994.
98. Le Monde, 8 février 1996, p. 4.
99. J. Brusstar & E. Jones, The Russian military's role in politics, National Defense University, INSS, McNair Paper 34, Washington, 1995.
100. Notamment après l'assaut du Parlement ordonné par B. Eltsine en octobre 1993.

101.Cf. Vetchernaïa Moskva et Nezavissimaïa Gazeta, 14 septembre 1994; Rossiiskie Vesti, 19 septembre 1996. Cf. le quotidien Krasnaïa Zvezda et le mensuel Armia.

102.Mancur Olson, Logique de l'action collective, Paris, P.U.F., 1987.

RÉSUMÉS

The author highlights the various strategies of adaptation generated by the deregulation and uncertainty situation amongst the Russian army since the dissolution of the Varsovy pact. These strategies generate individual profesional reconversions as well as organisational transformations within the military institution. But they also result in transformations of the values that constituted the military institution. These values progressively differ from traditional values. In this context of an imperative adaptation to a new situation, pressure groups emerge, in favour of the military institution. They are part of the frame of survival strategies that progressively transform the institutional Russian landscape.

INDEX

Index géographique : Russie

Mots-clés : crises politiques, Militaires

Index chronologique : post-guerre froide

AUTEUR

ELISABETH SIECA-KOZLOWSKI

Docteur en sociologie